



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 422 du 27 février 2026

## **Contre les enfants de Pétain et de l'OAS, les nostalgiques d'Hitler, les amis de Trump et la racaille réactionnaire, construire l'unité démocratique et révolutionnaire des travailleur-es**

Après l'hommage unanime de l'Assemblée nationale à Quentin Deranque avait lieu, samedi dernier, l'hommage des groupuscules d'extrême droite à l'un des leurs, sinistre cortège parcouru de saluts et de chants nazis, de propos haineux, racistes et xénophobes, homophobes, malgré les consignes visant à faire des voyous néo-nazis de gentils démocrates. « *L'extrême gauche tue* », « *Antifas assassins* » et « *LFI complice* » donnaient le ton. Cette nouvelle provocation après celle organisée par Némésis contre la conférence de Rima Hassan qui a entraîné l'affrontement avec les antifas et la mort de Quentin Deranque, est une nouvelle démonstration de la violence haineuse des groupuscules d'extrême droite qui prospèrent à l'ombre du RN et qui ont passé leur semaine en agressions et provocations contre LFI, la CGT ou SUD.

Macron avait déclaré la veille, à l'ouverture du Salon de l'agriculture, « *C'est un moment de recueillement et de respect pour notre jeune compatriote qui a été tué* ». Après l'hommage, le recueillement ! Macron a trouvé les mots les plus hypocrites pour camoufler sa manœuvre, nouveau seuil d'indignité dans sa politique pour s'accrocher au pouvoir, durer jusqu'en 2027, en rassemblant le bloc réactionnaire contre LFI tant sur le terrain parlementaire qu'électoral et en y incluant le PS déjà bien engagé dans son soutien à Lecornu sur le budget.

Une odieuse campagne est ainsi orchestrée par les sommets de l'État et la grande masse des médias accusant LFI de porter la responsabilité morale de la mort du militant néonazi et de « *la brutalisation de la vie politique* », en donnant au RN et aux nervis d'extrême droite un brevet de démocratie !

Après la candidate LR-Renaissance à la mairie de Marseille, Martine Vassal, qui reprenait à son compte la devise pétainiste « *travail, famille patrie* », Aurore Bergé, ministre chargée de la lutte contre les discriminations, a qualifié LFI de « *parti anti-France qui appelle et revendique une part de violence* ». Parti anti-France, expression popularisée par l'antisémite et royaliste Maurras au moment de l'affaire Dreyfus, désignait sous Pétain les communistes et les Juifs voués à la mort.

Le gouvernement voudrait renforcer et prolonger son abjecte campagne en mettant à l'ordre du jour du Parlement, ainsi que l'a annoncé Lecornu, le projet de loi contre « *les formes renouvelées de l'antisémitisme* », c'est-à-dire en relançant sa toute aussi abjecte campagne de défense du sionisme qui assimile la dénonciation de la guerre génocidaire d'Israël à de l'antisémitisme. Il espère peut-être reprendre ainsi l'initiative face à l'extrême droite qu'il a lui-même promue. Il ne fait que réaffirmer son alignement sur l'axe politique de la réaction occidentale, l'axe Trump-Netanyahu.

### **Une campagne abjecte, un moment de bascule révélateur et catalyseur**

La crise politique ouverte par la mise en minorité à l'Assemblée nationale de la macronie poursuit son travail de mise à nu des serviteurs de la bourgeoisie, pantins sans colonne vertébrale dirigés par leurs seules ambitions au gré des circonstances. Après avoir glorifié le NFP pour s'allier au final avec Macron et la droite contre le RN, la gauche de gouvernement éclate, le PS rallie le bloc réactionnaire pour participer à l'odieuse campagne contre LFI, La Jeune garde et l'extrême gauche, derrière le RN. Bardella appelle à établir un cordon sanitaire contre LFI alors qu'Aurore Bergé appelle à un front républicain à front... renversé avec le RN que Le Pen a rejeté.

Ces petites manœuvres et jeux électoraux pervers accentuent le discrédit des politiciens auprès des travailleur-es dont la plupart restent pour beaucoup indifférents à cette tragi-comédie politicienne.

Sauf qu'elle a pour théâtre la scène politique nationale et internationale d'un capitalisme en faillite, de la décomposition politique et morale de la classe dominante des vieilles puissances coloniales et impérialistes, de la guerre et de la montée du militarisme, de l'offensive contre les travailleur-es alors que se prépare un krach financier.

L'affaire Quentin Deranque accélère la formation d'un bloc réactionnaire d'extrême droite avec l'aide complice du PS et la seule réponse capable d'enrayer la concrétisation de cette menace est l'intervention directe du monde du travail et de la jeunesse.

Ce nouvel acte de la crise sociale et politique que connaît le pays est celui du basculement d'une large fraction de la bourgeoisie et de la caste politique dans les bras de l'union des extrêmes droites pour servir leurs intérêts, maintenir leur ordre injuste et pourri, préparer leurs guerres.

La campagne menée par Macron vise à disqualifier toute opposition à la guerre d'Israël comme à la guerre d'Ukraine -où la France comme l'Allemagne font aujourd'hui le boulot que Trump leur a abandonné-, au militarisme et au réarmement, à la casse sociale, aux licenciements et à l'attaque des retraites ou des chômeurs.

La raison n'en est pas Mélenchon, qui, malgré sa rhétorique radicale, reste un défenseur de la nation et de l'ordre bourgeois, mais la profonde crise du capitalisme mondial.

La course aux profits, les guerres commerciales et l'augmentation massive des dépenses militaires nécessitent des attaques massives contre les salaires, les prestations sociales et les droits démocratiques, qui ne peuvent être imposées que par des méthodes autoritaires, voire fascistes.

Il s'agit d'une seule et même guerre afin d'empêcher économiquement et militairement le déclin de la suprématie des vieilles puissances impérialistes occidentales menacées par le développement du capitalisme à l'échelle mondiale, par l'intégration des anciens pays coloniaux au marché et à la concurrence capitaliste, par le renouveau des luttes de classes avec un prolétariat plus puissant que jamais.

## **Un discours hypocrite contre la violence pour tenter de masquer la violence de l'exploitation et de l'État**

Macron, soucieux de rester au-dessus de la mêlée au moment de... sa chute, a prétendu vouloir « *faire un point complet sur les groupes d'action violente qui sévissent et ont des liens avec les partis politiques quels qu'ils soient* ». « *Dans la République aucune violence n'est légitime. [...] Il n'y a que les forces républicaines qui peuvent agir parce qu'elles protègent un ordre républicain. Il n'y a pas de place pour les milices d'où qu'elles viennent* ». Le monopole de la violence doit rester à l'État au service d'un ordre social fondé sur la violence de l'exploitation.

Toute autre violence est insupportable au pouvoir qui a pour fonction d'imposer la domination de la bourgeoisie dans le respect de ce qu'il est convenu d'appeler « *l'Etat de droit* » que se complaît à défendre la gauche parlementaire et syndicale.

Cette violence est pour elle l'ordre normal des rapports d'exploitation, de domination, d'oppression, toute autre violence doit être dénoncée, condamnée, réprimée sauf si, exception, la bourgeoisie en a besoin contre les classes populaires.

Les médias et responsables politiques sont passés maîtres dans l'art d'exhiber les violences du quotidien, les drames qui atteignent les classes populaires pour les en rendre responsables, les mettre en accusation afin de justifier les

politiques sécuritaires tout en normalisant les violences d'État, qu'elles soient policières ou militaires.

Ils valorisent le militarisme et la guerre tout en dénonçant ce qu'ils appellent les « *zones de non-droit* », « *la sauvagerie qui gagne du terrain* » ou « *une jeunesse ensauvagée par l'immigration* ».

Leur indignation affichée n'est pas morale mais politique. Elle sert à discipliner les classes populaires tout en justifiant les violences de l'exploitation et des guerres.

Quand la violence vient d'en bas, ils parlent de barbarie. Quand elle vient d'en haut, ils parlent de géopolitique ou du droit de se défendre.

Pour eux, la guerre sociale que les capitalistes nous mènent n'est pas de la violence. L'exploitation quotidienne avec son cortège de souffrances, de blessures et de maladies et ses 1000 morts au travail par an, les bas salaires, la précarité et les licenciements leur sont invisibles.

## **La lutte contre l'extrême droite, la lutte collective et démocratique pour changer le monde**

L'union des droites extrêmes qui marche vers le pouvoir a des causes sociales et politiques profondes. Elle répond, comme Trump aux USA, aux besoins d'une classe dirigeante qui à chaque pas s'enfonce davantage dans la guerre et la crise économique. Son programme commun, c'est un plan d'austérité draconien de 100 milliards d'euros et un réarmement massif, la destruction des restes de l'État social, les licenciements et la baisse des salaires.

L'alternance droite-gauche qui leur a suffi pendant des décennies à canaliser le mécontentement populaire ne leur suffit plus.

La crise du capitalisme mondial qui s'est aggravée après des décennies de politiques d'austérité, de privatisations et de guerres, a créé une inégalité sociale et une multitude de conflits, d'affrontements, un état d'instabilité et de tensions sociales et politiques incompatibles avec la démocratie et qui appellent une dictature.

Si les partis de gauche et les syndicats contribuent par leur passivité à cette dérive, en étouffant les luttes ouvrières et en collaborant à l'application des plans d'austérité, la faiblesse de la manifestation de Lyon au regard du soutien politique et médiatique qu'elle a reçu montre que dans le pays les forces militantes d'extrême droite sont très minoritaires. La menace est bien là, réelle, mais rien n'est joué, le prolétariat, les femmes, la jeunesse ont la force de balayer cette vermine, d'inverser les rapports de force.

La colère, le rejet des partis institutionnels, la révolte qui règnent au sein de la classe ouvrière créent les conditions d'une nouvelle prise de conscience, celle de la nécessité de rompre avec le cadre imposé des institutions et l'idéologie bourgeoises pour construire une perspective crédible pour mettre en échec les plans de la classe dominante.

Cette perspective ne peut se limiter à l'affirmation militante d'un antifascisme qui ignore le mouvement ouvrier

et sans stratégie, parfaitement compatible avec la démagogie populiste de LFI qui est totalement prisonnière du système et de ses institutions comme le montrent sa participation à l'Assemblée à l'hommage à Quentin Deranque ainsi que sa politique électoraliste et nationaliste qui ne remet pas en cause la domination du capital.

Une idée fait son chemin, celle de l'unité. La réalité des rapports de classes et politiques dans le pays et à l'échelle internationale lui donne un contenu qui rompt avec les éternels jeux parlementaires de l'union de la gauche, de l'alternance droite-gauche ou du front républicain ridiculisé par ses acteurs mêmes, pour lui donner un contenu démocratique, révolutionnaire et internationaliste.

Le mouvement ouvrier a les moyens de se défendre collectivement mais il a besoin de le faire d'un point de vue émancipateur, en restant maître de ses actes, sans céder à la violence aveugle et incontrôlée, aux provocations. Pour cela il a besoin de s'organiser autour d'un programme pour en finir avec la domination capitaliste qui

porte en elle la dictature et la guerre, un programme qui réponde aux besoins de l'ensemble du monde du travail pour la conquête du pouvoir, en finir avec l'exploitation et les guerres pour construire une société socialiste.

Cette voie de l'unité démocratique et révolutionnaire aurait été nécessaire au sein même de la campagne municipale comme elle devrait s'exprimer le 8 mars et ensuite.

Elle passe par le combat pour l'unité des forces révolutionnaires, faire table rase du passé de divisions et de rivalités absurdes, de scissions et d'exclusions pour faire face aux luttes qui sont devant nous, nous regrouper sur nos lieux de travail et d'études, nos quartiers, utiliser la campagne des municipales pour cela en constituant des comités qui popularisent la perspective de la conquête du pouvoir par les travailleur-es, seule réponse à la menace de l'extrême droite parce que seule issue réelle à la crise capitaliste.

*Yvan Lemaitre*